

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/PER/26
G/SCM/Q1/PER/26
12 mars 2004

(04-1097)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par les ÉTATS-UNIS au sujet de la notification du PÉROU¹

La communication ci-après, datée du 11 mars 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Nous notons la déclaration du Pérou selon laquelle il "ne procède pas à l'analyse du soutien ou de l'opposition à la demande". Le Pérou pourrait-il préciser en quoi sa réponse est compatible avec l'article 5.4 de l'Accord antidumping et l'article 11.4 de l'Accord SMC? Le Pérou est-il d'avis que l'article 5.5 de l'Accord antidumping et l'article 11.5 de l'Accord SMC privent de sens l'article 5.4 de l'Accord antidumping et l'article 11.4 de l'Accord SMC, respectivement? Dans la négative, le Pérou pourrait-il décrire les obligations qui, selon lui, sont imposées par l'article 5.4 de l'Accord antidumping et l'article 11.4 de l'Accord SMC, et les mesures qu'il prend pour remplir ces obligations?

Question complémentaire de la question 6a²:

Le Pérou indique qu'une partie peut demander à être entendue pour exposer ses arguments "si elle[] le juge[] nécessaire". La signification de cette expression n'est pas claire. Une audience sera-t-elle accordée automatiquement sur demande, ou le droit de demander une audience est-il subordonné à la détermination d'une "nécessité" par les responsables péruviens? Dans ce dernier cas, selon quels critères cette nécessité sera-t-elle déterminée? De plus, quelles possibilités sont ménagées aux parties de formuler des observations sur les arguments présentés par les autres parties lors des audiences?

Question complémentaire de la question 8²:

Selon les États-Unis, l'application des dispositions de l'article 29 prévoyant l'imposition d'amendes aux parties à des procédures antidumping et à des procédures en matière de droits compensateurs conformément à l'article 29 pourrait être incompatible avec plusieurs dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC. Le Pérou projette-t-il de modifier l'article 29?

¹ G/ADP/N/1/PER/2–G/SCM/N/1/PER/2.

² G/ADP/Q/1/PER/25–G/SCM/Q1/PER/25 (2 décembre 2003).

Question complémentaire de la question 9²:

Dans le cas où des documents sont présentés dans une langue autre que l'espagnol, est-il demandé aux parties intéressées de fournir une traduction de l'intégralité du document ou simplement des sections pertinentes?

Question additionnelle:

Les articles 37 et 38 traitent de l'accès aux renseignements confidentiels et non confidentiels. Y a-t-il des circonstances dans lesquelles les parties intéressées peuvent avoir accès aux données et renseignements confidentiels présentés par une autre partie? Y a-t-il des circonstances dans lesquelles les parties intéressées se verraient refuser l'accès à des renseignements non confidentiels? Comment les renseignements non confidentiels qui ne sont pas publiés au Journal officiel, tels que la version non confidentielle de la demande présentée au nom de la branche de production nationale, sont-ils mis à la disposition des parties intéressées?

Question additionnelle:

L'exposé des faits essentiels mentionné à l'article 28 est-il un document commun à toutes les parties? Comment l'autorité compétente divulgue-t-elle le fondement qui sous-tend chacune de ses décisions et tous les détails du calcul de la marge pour chaque partie intéressée, sans compromettre la confidentialité des données de celle-ci?

² G/ADP/Q1/PER/25–G/SCM/Q1/PER/25 (2 décembre 2003).